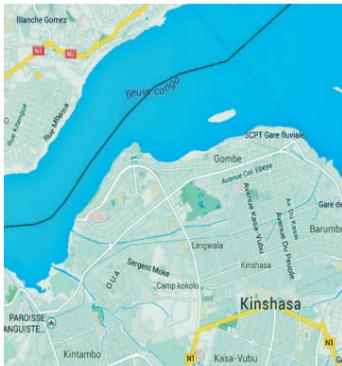


RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3480 - LUNDI 29 AVRIL 2019

COBALT

Pas facile pour les géants de l'industrie de s'approvisionner en RDC



Le marché mondial du cobalt se concentre de plus en plus en RDC

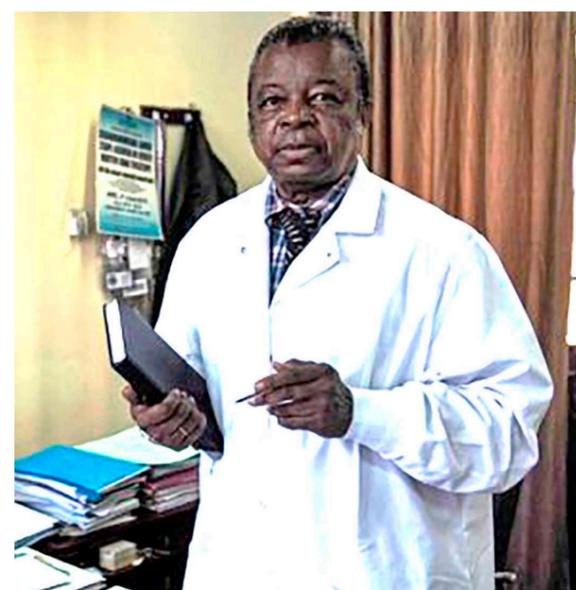
Un rapport publié par Resource Matters, une association sans but lucratif belge, en collaboration avec Sciences-po Paris, vient d'interpeller les grandes industries mondiales de l'électronique et des voitures élec-

triques, notamment Apple, Samsung et BMW, sur la nécessité de bien maîtriser le marché congolais du cobalt. Selon le rapport, il existe un risque potentiel de s'approvisionner auprès des sociétés minières et fournis-

seurs sanctionnés pour corruption. Une question d'autant plus délicate que la RDC perdrait chaque année quinze à vingt milliards de dollars américains suite à la corruption, renchérit le document. **Page 3**

PRIX JAPONAIS «HIDEYO NOGUCHI»

Le Dr Jean-Jacques Muyembe-Tamfum lauréat



<Sans données à partir du lien>

Le prix créé par le gouvernement japonais en mémoire d'Hideyo Noguchi (1876-1928) a été décerné, pour sa troisième édition, au médecin congolais Jean-Jacques Muyembe pour ses recherches sur le virus Ebola et d'autres virus mortels, ainsi que pour ses efforts déployés en vue de former plusieurs personnes dans la lutte contre ces maladies.

Depuis 1976, le médecin congolais est en première ligne de la lutte contre Ebola et plusieurs autres maladies, en contribuant à la recherche sur les vaccins, mettant au point un traitement antisérum et formant une nouvelle génération de dépisteurs de maladies et de scientifiques congolais de laboratoire. **Page 3**

MUSIQUE SACRÉE

Divine Yala sort le single «Il m'a aimé»

La jeune chanteuse chrétienne, basée au Canada, est déjà l'auteure des chansons « Naponi Yo » et « Hosanna », mises sur le marché en 2018. Le nouveau titre, contrairement aux précédents, compte également un clip vidéo visible sur YouTube où il enregistre déjà plus de vingt mille vues.

«Il m'a aimé» a été écrit par Divine Yala qui l'interprète aussi en français et en swahili. La jeune artiste déclare vouloir passer sa vie à faire ce qu'elle aime le mieux : adorer Dieu. **Page 4**

NOMINATION DU PREMIER MINISTRE

Vital Kamerhe et Jean Mbuyu en embuscade



Vital Kamerhe et Jean-Mbuyu

Trois mois se sont écoulés depuis la prise de fonction officielle de Félix Tshisekedi, le 24 janvier. Curieusement, la nomination du Premier ministre se fait toujours attendre. Les derniers développements ont révélé d'autres noms, après que la piste Albert Yuma a été abandonnée. La dernière rencontre entre Félix Tshisekedi et Joseph Kabila a permis de faire sauter le dernier verrou au sujet de la nomination du chef du gouvernement.

Deux noms circulent : Jean Mbuyu, le dernier conseiller spécial de Joseph Kabila en matière de sécurité, et Vital Kamerhe, l'actuel directeur de cabinet de Félix Tshisekedi. La dernière ligne droite se négociera entre ces deux personnalités qui ont, chacune, des arguments intellectuels et politiques à faire valoir. **Page 2**

ÉDITORIAL

Ormuz encore !

Ce que nous devons prendre en compte dans la crise qui couve au cœur du golfe Persique et qui pourrait bien provoquer le blocage du détroit d'Ormuz par où transite une bonne partie des hydrocarbures acheminés vers l'Europe et l'Asie, c'est le fait que derrière l'affrontement opposant l'Iran et les États-Unis, se cache en réalité un problème majeur qui est celui du destin d'Israël.

A tort ou à raison, le locataire actuel de la Maison-Blanche, Donald Trump, considère, en effet, que les autorités de Téhéran veulent se doter de l'arme nucléaire pour un jour effacer de la carte humaine l'Etat constitué au lendemain de la Seconde Guerre mondiale qui avait vu se produire contre le peuple juif le pire génocide de l'Histoire. Entouré par des hommes – au premier rang desquels figure son gendre Jared Kushner – qui plaident ouvertement pour l'annexion des terres occupées par les Palestiniens depuis la nuit des temps, il multiplie les gestes visant à construire autour d'Israël des barrières infranchissables : d'où le déplacement de l'ambassade américaine à Jérusalem, l'appui à la multiplication des colonies sur les terres palestiniennes, la reconnaissance de l'occupation par Israël du Plateau du Golan et, bien sûr, la mise en œuvre des sanctions qui visent à affamer l'Iran, perçu comme le principal adversaire d'Israël.

Un coup d'œil sur le globe terrestre suffit pour démontrer que cette stratégie ne peut, à terme rapproché, que déboucher sur un conflit majeur dans cette partie du monde. D'une part, en effet, l'Iran occupe toute la partie nord du golfe Persique et, de ce fait, contrôle un espace immense gorgé de pétrole et de gaz. D'autre part, il détient les clés d'entrée et de sortie du détroit d'Ormuz, ce qui lui confère un pouvoir stratégique sans équivalent.

Il est évident que si Donald Trump traduit dans les jours à venir ses menaces en actes et empêche l'Iran d'exporter ses hydrocarbures, il provoquera deux séismes : le premier sera la fermeture du détroit et donc la ruine des Etats pétroliers du golfe, le second sera l'accélération du processus qui doit permettre à l'Iran de se doter lui aussi de l'arme nucléaire contre laquelle luttent avec succès les principaux alliés des États-Unis. Le pire n'est pas encore certain, mais il tend à se concrétiser un peu plus chaque jour qui passe.

Le Courrier de Kinshasa

NOMINATION DU PREMIER MINISTRE

Jean Mbuyu et Vital Kamerhe en embuscade

L'attente se fait déjà longue. Le chef du gouvernement devant succéder à Bruno Tshibala se fait toujours désirer, alors que le décor est d'ores et déjà planté, pour accueillir le nouveau locataire de l'immeuble tant convoité de l'avenue roi Baudoin, dans la commune de la Gombe, à Kinshasa.

Trois mois se sont écoulés depuis la prise de fonctions officielle de Félix Tshisekedi, le 24 janvier. Curieusement, la nomination du Premier ministre se fait toujours attendre. On en est encore à tourner en rond sur fond de tergiversation sur le choix de la personne idéale censée prendre les rênes de l'exécutif national. Officieusement, les discussions entamées à ce sujet entre Joseph Kabila, autorité morale du Front commun pour le Congo (FCC), et Félix Tshisekedi, pilier de la coalition Cap pour le changement (Cach), auraient achoppé sur la proposition de la candidature d'Albert Yuma. Le profil du garant du patronat congolais n'aurait pas séduit Félix Tshisekedi, apprend-on. Le chef de l'Etat voudrait composer avec une nouvelle figure n'ayant pas trempé dans des combines maffieuses qui ont marqué la gestion récente du pays, juste pour symboliser sa vision de l'alternance au sommet et ainsi imprimer sa rupture avec le passé « kabiliste ».

Les derniers développements de ce dossier ont révélé d'autres noms, après que le schéma Albert Yuma a été abandonné. A la suite de la dernière rencontre entre Félix Tshisekedi et Joseph Kabila, au siège de l'Union africaine, les espoirs d'une nomination imminente d'un Premier

ministre sont désormais permis, les deux personnalités ayant arrondi les angles en rangeant leurs divergences. Une rencontre qui a permis de faire sauter le dernier verrou au sujet de la nomination du Premier ministre, indique-t-on. Rien d'officiel n'a cependant filtré de cette entrevue si ce ne sont des appels à la patience. De passage à Kisangani (capitale provinciale de la Tshopo) d'où il est revenu, après deux jours d'un séjour intense, le chef de l'Etat a annoncé la nomination imminente d'un Premier ministre.

Autant dire que Joseph Kabila et Félix Tshisekedi ont finalement, via leurs plates-formes respectives, le FCC et le Cach, accordé leurs violons sur le choix du chef du gouvernement, après un marathon de réunions. Des indiscretions de couloir, il ressort que ni le ministre sortant des Finances, Henri Yav Muland, ni Albert Yuma, le président de la Gécamines, ne brigueront la primature, les deux partenaires politiques ayant opté pour un troisième larron. Deux noms circulent déjà comme virtuels chefs du gouvernement, en l'occurrence Me Jean Mbuyu, le dernier conseiller spécial de Joseph Kabila en matière de sécurité et Vital Kamerhe, l'actuel chef de cabinet de Félix Tshisekedi. La dernière ligne droite pour l'accès à la primature se négociera forcément entre ces deux personnalités qui ont, chacune, des arguments intellectuels et politiques à faire valoir.

Vital Kamerhe avait accepté de s'effacer à la dernière pré-

sidentielle au profit de Félix Tshisekedi avec la promesse de briguer la primature, en cas de victoire, selon les termes de l'accord de Nairobi liant son parti, l'Union pour la nation congolaise, à l'Union pour la démocratie et le progrès social, dans le cadre de la coalition électorale Cach. Il voit là une occasion de rebondir en réalisant son rêve de prendre, enfin, la primature. Dans la perspective de l'installation de toutes les institutions politiques, il n'entend pas être réduit à un poste administratif, susurre son entourage.

Quant à Jean Mbuyu, la solution de rechange trouvée par le FCC après la disqualification d'Abert Yuma, il pourrait bénéficier de ses origines katangaises en plus de l'estime dont il jouit dans sa famille politique, particulièrement du PPRD qui le porte à bras le corps. L'ex-parti présidentiel se dit déterminé à briguer la primature pour faire le carton plein de ses membres dans les institutions du pays.

Toutefois, quel que soit le nom de celui qui sera le prochain Premier ministre, il est entendu qu'il sortira de la coalition gouvernementale FCC-Cach, quitte à imaginer, de commun accord, une clé de répartition des postes ministériels qui ne lèse aucun des deux camps. Ce qui est vrai, c'est qu'avec l'élection des membres du bureau de l'Assemblée nationale chargée d'investir le prochain gouvernement et son installation imminente, la nomination du Premier ministre n'est plus qu'une question d'heures.

Alain Diasso

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués :
Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat
Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé,
Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI :
Quentin Loubou (Coordination), Duryl Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -

Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordonnatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Mauakani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngonu

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PRIX JAPONAIS «HIDEYO NOGUCHI»

Le Dr Jean-Jacques Muyembe-Tamfum lauréat

Le médecin congolais et le Dr Francis Gervase Omaswa (Ouganda) sont les deux vainqueurs de la troisième édition du prix décerné par le gouvernement japonais, pour la recherche médicale en Afrique. La récompense leur a été remise, le 25 avril.

Le troisième prix Hideyo Noguchi, explique-t-on, a été décerné au Dr Jean-Jacques Muyembe-Tamfum pour ses recherches sur le virus Ebola et d'autres virus mortels, ainsi que ses efforts déployés pour former plusieurs personnes en vue de lutter contre ces maladies.

Le gouvernement japonais a créé le Hideyo Noguchi Africa Prize, en juillet 2006, à la mémoire du Dr Hideyo Noguchi (1876-1928), partisan de la recherche médicale en Afrique. Le prix est décerné tous les cinq ans. Le premier a été attribué en 2008 et le deuxième en 2013. Il comprend deux catégories: la recherche médicale rendant hommage à une personne et les services médicaux rendant hommage à une personne ou à une organisation. Le bénéficiaire remporte notamment la somme de 1,18 million de dollars.

Plus de 50 ans de recherche médicale

Né en 1942 en République démocratique du Congo (RDC), Jean-Jacques Muyembe-Tamfum est titulaire d'un diplôme de médecine de l'université de Lovanium (actuelle université de Kinshasa) et d'un doctorat en médecine / virologie du Rega institute for medical research de l'université catholique de Louvain (Belgique). Il est actuellement le directeur général de l'Institut national de recherche biomédicale (INRB) en RDC et professeur de microbiologie médicale / virologie à la faculté de médecine de l'université de Kinshasa. Le Dr Jean-Jacques Muyembe-Tamfum évolue depuis plus de cinquante ans dans la recherche médicale et la formation en RDC. En 1976, il a découvert l'existence d'une maladie inconnue dans son pays.



Le Dr Jean-Jacques Muyembe

Il recueille des échantillons de sang et de tissus dans des conditions dangereuses et les communique à l'Institut de médecine tropicale de Belgique, où le virus Ebola fut découvert. Depuis 1976, il est en première ligne de la lutte contre cette maladie et plusieurs autres, en contribuant à la recherche sur les vaccins, mettant au point un traitement antisérum et formant une nouvelle génération de dépisteurs de maladies et de scientifiques congolais de laboratoire.

Un scientifique de terrain

En 1976, le Dr Jean-Jacques Muyembe-Tamfum s'est rendu à Yambuku, un petit village du nord de la RDC, dans l'ex-province de l'Equateur, où le premier foyer de la maladie à virus Ebola s'est déclaré, et a alerté à ce sujet. Depuis lors, il a travaillé comme expert en matière

de lutte contre le virus Ebola. Il a été nommé président du Comité scientifique et international contre les épidémies de maladie à virus Ebola à Kikwit (ouest de la RDC) en 1995 et a mené des études approfondies sur cette épidémie, notamment en examinant les dossiers de l'hôpital et en interrogeant les survivants. Il a constaté que les épidémies d'Ebola à Kikwit étaient causées par une infection nosocomiale. En tant que mesures de contrôle de la maladie, il a préconisé l'isolement des patients dans un service de quarantaine, la distribution d'équipements de protection aux travailleurs de la santé et aux membres de la famille, la distribution de matériel éducatif sanitaire, l'ensevelissement du défunt par une équipe formée. Des actions qui se sont avérées efficaces. En outre, il a présenté une vision sociocul-

turelle visant à contrecarrer la transmission du virus Ebola. Le Dr Jean-Jacques Muyembe-Tamfum a reconnu que la pratique traditionnelle de l'inhumation était l'une des principales causes de transmission de la maladie dans la communauté. Par la suite, il a expliqué aux dirigeants locaux comment la maladie se transmettait et a fourni aux familles des gants ainsi que des équipements de protection. Ces mesures introduites sous sa direction se sont révélées efficaces lorsque la RDC a maîtrisé l'épidémie dans les trois mois. En appliquant ces expériences, il a été consultant pour l'Organisation mondiale de la santé, participant à la lutte contre les épidémies à virus Ebola et de Marburg dans d'autres pays.

Une contribution internationale

La contribution scientifique du Dr Muyembe-Tamfum ne se limite pas à la maladie à virus Ebola mais couvre également un large éventail de maladies. Le médecin, en tant que directeur de l'INRB, a renforcé les capacités de cet institut dans divers domaines. Il a mis en place une infrastructure de recherche et de surveillance des maladies évitables par la vaccination telles que la poliomyélite, la rougeole et la fièvre jaune, sur les zoonoses telles que le monkeypox et la fièvre hémorragique virale, et sur les infections respiratoires aiguës telles que la grippe et la résistance de la tuberculose et des entérobactéries aux antibiotiques. Il a reçu le Prix Christophe-Mérioux de l'Institut de France, en 2015, pour ses grandes réalisations et ses contributions dans le domaine de la recherche sur les maladies

infectieuses en Afrique.

Un grand formateur

La contribution du Dr Muyembe-Tamfum à l'éducation est également remarquable. Après avoir servi à la Faculté de médecine de l'université de Kinshasa pendant plus de quarante ans, il a formé plus de mille jeunes chercheurs en RDC. De nombreux diplômés de ses programmes jouent désormais un rôle essentiel dans la lutte contre les maladies infectieuses dans le monde. Il a également contribué à la création de l'Ecole de santé publique de Kinshasa.

Le Dr Muyembe-Tamfum a créé des réseaux et établi des partenariats internationaux hors d'Afrique, tels que le Centre international de recherches médicales de Franceville (Gabon) ; l'Institut national des maladies transmissibles (Afrique du Sud) ; l'Ecole de médecine vétérinaire de l'université de Zambie ; l'Institut de recherche médicale Noguchi Memorial (Ghana) ; l'Institut de médecine tropicale, Anvers (Belgique) ; l'Institut de recherche pour le développement, Université de Montpellier (France) ; l'Institut Robert-Koch, Berlin (Allemagne) ; l'US Center for disease control et prévention Atlanta (États-Unis) ; les Instituts nationaux de la santé (États-Unis), l'Université de Californie, à Los Angeles (UCLA) ; l'Agence de la santé publique du Canada et les institutions de recherche japonaises, notamment l'Institut national des maladies infectieuses (Tokyo), Hokkaido Université (Sapporo) ; l'université de Nagasaki et le Centre national de la santé mondiale et de la médecine (Tokyo).

Patrick Ndungidi

COBALT

L'approvisionnement des géants de l'industrie ne sera plus facile

Les sociétés désireuses d'acquérir le précieux minerai doivent au préalable identifier toute la chaîne

d'approvisionnement pour ne pas s'exposer à d'éventuelles sanctions internationales, au cas où elles coopèreraient avec des compagnies minières sanctionnées pour corruption.

Un rapport publié par Resource Matters, une association belge, en collaboration avec Sciencespo Paris, vient d'interpeller les grandes industries mondiales de l'électronique et des voitures électriques, notamment Apple, Samsung et BMW, sur la nécessité de bien maîtriser le marché congolais du cobalt. Selon le document, il existe un risque potentiel de s'approvisionner auprès des sociétés minières et fournisseurs sanctionnés pour

corruption. Une question d'autant plus délicate que la République démocratique du Congo perdrait chaque année quinze à vingt milliards de dollars américains, suite à la corruption, renchérit le rapport.

Dans une analyse du document reprise par notre confrère Desk Eco, l'on cite le cas de Glencore, le géant suisse des mines, qui verse des royalties à KCC, une société affiliée au riche homme d'affaires Dan Gertler. Ce dernier est sanctionné pour corruption par l'administration américaine. Par conséquent, poursuit le texte, d'un point de vue strictement juridique, les entreprises clientes de Glencore pourraient s'exposer à certains risques de complicité ou de recel. Or, les sociétés clientes doivent avoir connaissance de

potentiels actes de corruption perpétrés par leurs fournisseurs, insiste le rapport. Des grands groupes comme Apple, BMW, CATL, Daimler, Ecopro, GEM, LG Ghem, NEVS, Peugeot SA et Renault sont identifiés comme probables clients de Glencore.

L'autre grand volet du document tourne autour des recommandations. Il y a, par exemple, la nécessité pour l'Organisation de coopération et de développement économiques de se mettre à jour au niveau des risques inclus dans l'annexe II de son guide. Cela concerne précisément le devoir de diligence pour les chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant des zones en conflit ou

à haut risque.

« Dans le domaine spécifique de la corruption, la définition devrait être élargie et alignée aux autres standards », indique-t-on. Il revient ainsi aux entreprises clientes de prendre la mesure des risques possibles en cas d'approvisionnement auprès d'un fournisseur sanctionné. Elles peuvent également introduire des clauses dans le contrat avec leurs fournisseurs afin de s'assurer que ceux-ci mettent en place également un système adéquat de gestion de risque dans leur chaîne d'approvisionnement, y compris en matière de corruption.

Enfin, le rapport invite les acheteurs des minerais et métaux à une étroite collaboration avec les différentes structures de promotion de la transparence,

actives sur le terrain. « Afin de minimiser les risques de corruption, les entreprises utilisant des quantités importantes de minerais et/ou d'hydrocarbures devraient activement supporter des initiatives qui visent la transparence dans les industries extractives. Plus particulièrement, elles devraient exiger que les entreprises extractives présentes dans leurs chaînes d'approvisionnement publient chaque année tous les paiements matériels effectués aux entités étatiques des pays où se situent les projets miniers, ainsi que tous les contrats matériels qui lient le producteur aux entités étatiques et les bénéficiaires réels de leurs projets miniers », insiste le document.

Laurent Essolomwa

KONGO-CENTRAL

La ville de Matadi reçoit le Festival international de musique folklorique

L'activité se tiendra, du 21 au 23 juin, dans le cadre du partenariat conclu entre la Fondation Mwimba-Texas (FMT) et le Centre culturel Messie World (CCMW).

L'organisation attend accueillir à Matadi des groupes folkloriques représentant toutes les provinces de la République démocratique du Congo (RDC), pour valoriser la culture du pays ainsi que les langues traditionnelles.

Il est déjà prévu des prestations des groupes comme Ngoya Jazz, Madimba, Manono Mabilia, de Boma, dans le Kongo central; Kass Kasongo, pour le Grand Bandundu; Bayuda du Congo, pour le Grand Kasai; Mabele Elisi, pour le Grand Equateur, etc.

Une fête qui va au-delà de la musique

Dans le programme, l'administrateur-gérant du CCMW, Jordan Mayika, et le président de la FMT, le catcheur albinos Mwimba Texas, ainsi que d'autres partenaires associés à cette célébration ont également suggéré, en plus de la musique, d'intégrer dans cette fête le défilé de mode des albinos membres



Jordan Mayika et Mwimba Texas, lors d'une émission-radio à Matadi

de la FMT, la prestation des artistes comédiens parmi lesquels des albinos, des combats de catch classique et de judo, etc.

Le président de la FMT salue les initiatives de Jordan Mayika qui, malgré son jeune âge, a déjà marqué la vie des Matadiens par d'importantes réalisations. « Aux

âmes bien nées, la valeur n'attend point le nombre d'années. Jordan Mayika est parmi ces personnes qui ont marqué positivement la vie des Matadiens et de toutes autres personnes qui sont passées par le chef-lieu du Kongo central. L'accompagner dans ses actions est

non seulement un plaisir pour la Fondation Mwimba Texas, mais également notre apport pour le bien-être de la jeunesse congolaise », a admis Mwimba Texas, justifiant ce rapprochement entre l'ONG des albinos et le CCMW. Il a profité de cette occasion pour lancer un message à d'autres partenaires en vue de s'associer à leurs deux organisations, pour la réussite de cette activité.

Un voyage comblé

Notons que dans le cadre de l'organisation de cet événement, Mwimba Texas a effectué récemment une visite à l'administrateur gérant du CCMW, à Matadi. Cette rencontre leur a permis de mettre au point les éléments du partenariat entre eux mais également de planifier pour cette activité prévue au mois de juin.

C'est dans cette optique que Mwimba Texas a également salué sa rencontre avec le chef de division provinciale de la Culture et des arts, à Matadi, Aimé Tabi. Les deux ont parlé non seulement de ce festival international et

d'autres activités inscrites à cet effet mais également de certains autres aspects de la vie, dont l'intégration et les droits des albinos dans la société.

Sur place, le catcheur est intervenu pour réconcilier deux parents d'un enfant né albinos. Le père, furieux, n'avait pas admis qu'un enfant vivant avec albinisme soit né dans sa lignée, accusant sa femme d'avoir conçu ce rejeton d'un autre homme. Après avoir approché les deux familles, le président de la FMT a pu convaincre l'homme qu'il pouvait bien être le géniteur de cet enfant né albinos dans son foyer, au début de ce mois. Ce qui avait fait la joie de leurs familles respectives ainsi que de tous les Matadiens qui ont suivi cette histoire.

Mwimba Texas est donc rentré du Kongo central avec le sentiment d'un travail bien accompli, étant donné qu'en plus du partenariat entre la FMT et le CCMW, il a pu réunir cette famille séparée à cause de la naissance d'un enfant albinos.

Lucien Dianzenza

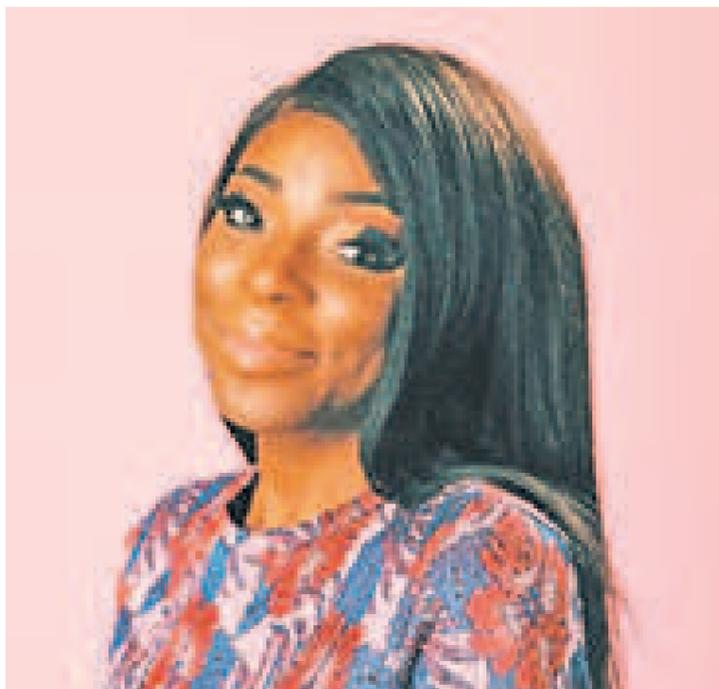
MUSIQUE SACRÉE

Divine Yala sort le single «Il m'a aimé»

La jeune chanteuse chrétienne, basée au Canada, est déjà l'auteure des chansons «Naponi Yo» et «Hosanna», mises sur le marché en 2018.

Le nouveau titre, contrairement aux précédents, compte également un clip vidéo visible sur Youtube où il enregistre déjà plus de vingt mille vues. «Il m'a aimé» a été écrit par Divine Yala qui l'interprète également en français et en swahili. « Je n'ai qu'un message général que je souhaite transmettre, présenter et manifester à jamais, au travers de mes chants, l'agneau de Dieu et ce qu'il est », a indiqué la chanteuse au Courrier de Kinshasa. Cette dernière, qui fait savoir qu'elle trouve l'inspiration de ses chansons grâce au Saint Esprit ou via par la parole de Dieu ou les prédications qu'elle entend, envisage la réalisation très bientôt d'un album. Née à Hardewyk, en Hollande, Divine Yala, 22 ans, est installée au Canada depuis l'âge de 2 ans. « Malgré le fait que j'ai passé la majorité de ma vie au Canada, je suis Congolaise d'origine et c'est

de là que me vient mon habileté à m'exprimer et à interpréter des chansons en lingala, ainsi qu'en français et en anglais », explique la jeune qui termine actuellement son baccalauréat en sciences sociales à l'université de York, à Toronto, et qui travaille aussi à temps partiel dans les garderies de sa mère. Passionnée par la musique et la composition des chansons, elle a commencé à chanter et à composer dès l'âge de 10 ans, inspirée et motivée notamment par sa grande sœur, Deborah, également chanteuse. Mais c'est à l'âge de 13 ans qu'elle a chanté en public pour la première fois. « C'était lors d'un spectacle organisé à mon école secondaire pour le mois des Noirs. Depuis mon arrivée au Canada, j'ai toujours été membre de mon église Viens et vois la cité de merveilles (VVC), à Toronto, où je suis membre de la



Divine Yala

chorale. Tous les membres de ma famille (mes parents, mes deux sœurs, ma tante et moi) servent l'Éternel dans cette église. Mes nombreuses années à la chorale et dans l'assemblée VVC ont beaucoup contribué

à l'aspect spirituel pour ma musique. J'ai compris qu'il me faut utiliser ce don de Dieu dans le champ de Dieu. D'où mon option pour la musique chrétienne », explique Divine Yala, dont la priorité consiste avant tout

à transmettre son message en présentant celui qui l'a sauvée et aimée.

La jeune artiste déclare également vouloir passer sa vie à faire ce qu'elle aime le mieux : adorer Dieu. « J'ai toute une vie devant moi et j'ai hâte de voir ce que l'avenir me réserve, je crois en Psaumes 139:16 qui dit que « Dieu me connaît dès le ventre de ma mère ». J'attends aussi impatiemment ma remise de diplôme et j'aimerais voyager dans d'autres pays et continents. Je n'ai jamais été au Congo mais j'aimerais y aller et rencontrer la famille qui m'attend là-bas. À part cela, j'ai beaucoup de projets en tête même en dehors de la musique que j'aimerais réaliser un de ces jours, et je sais que mon Dieu a des projets de paix pour moi, comme c'est écrit dans Jérémie 29 :11 », conclut Divine Yala.

Patrick Ntungidi

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Le lycée d'Enyellé ouvrira ses portes en octobre

L'établissement scolaire en construction dans le département de la Likouala, au nord du pays, est le fruit de la collaboration entre l'Etat congolais et la Congolaise industrielle des bois (CIB).

Le lycée d'Enyellé ouvrira officiellement ses portes la rentrée scolaire prochaine. En effet, une fois construit, cet établissement, le troisième du genre dans le département, permettra de décongestionner le lycée d'Impfondo. « C'est un lycée moderne qui est prévu ici à Enyellé. Nous sommes presque déjà à la fin, il y a quatre bâtiments dont un administratif. Nous avons déjà fini un bâtiment de trois salles de classe et celui des bureaux administratifs. Nous nous attaquons maintenant aux deux bâtiments de trois salles chacun », a expliqué un technicien de l'établissement Nkounkou fils au ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, de passage dans cette localité.

Par ailleurs, le ministre s'est également rendu à Bétou où il a posé la première pierre des travaux de construction de l'internat et

de la bibliothèque du lycée de la localité. Don du député Fernand Sabaye, ce lycée qui a ouvert ses portes depuis deux ans accueille de nombreux jeunes qui se souviennent encore d'énormes sacrifices en parcourant, pendant des décennies, de longues distances.

Relever le défi d'une formation de qualité dans la Likouala

Inquiété par les résultats obtenus par les élèves de ce département aux examens d'Etat et aux concours d'entrée aux lycées d'excellence ces dernières années, Anatole Collinet Makosso a annoncé quelques mesures devant permettre de relever le niveau des apprenants. « Ce que nous a vons remarqué, c'est que chaque année, à la suite des évaluations somatiques, le département de la Likouala présentait toujours les performances les plus basses. Il faut veiller à ce qu'il ne puisse pas continuer à occuper cette posi-

tion. Nous avons déjà identifié les problèmes qui font que le département de la Likouala occupe tous les temps cette position », a indiqué le ministre.

S'agissant du concours d'entrée dans les lycées d'excellence, a-t-il rappelé, il est prévu que chaque département ait dix places dont cinq pour le lycée d'excellence de Mbounda et cinq pour celui d'Oyo. Mais, depuis plus de cinq ans, la Likouala n'a jamais réussi à réunir les cinq personnes pour chaque lycée, car il y a souvent un ou deux admis seulement. Pour y remédier, des activités pédagogiques seront déployées avec à la clé une formation spéciale et personnalisée à l'endroit des élèves. Concernant les candidats au baccalauréat, des inspecteurs pédagogiques partiront de Brazzaville pour former un groupe pédagogique avec les enseignants afin d'intensifier les travaux dirigés à l'endroit des élèves de terminale.

Des promesses pour les écoles ORA

Visitant quelques écoles du département dont l'enseignement est fondé sur la méthode Observer, réfléchir, agir (ORA), Anatole Collinet Makosso a souligné que des dispositions ont été prises pour que ces structures puissent aussi fonctionner normalement. « A partir de l'année prochaine, ils cesseront de venir en tenue civile, ils auront désormais la tenue scolaire au même titre que les autres. Le ministère se chargera de mettre à leur disposition les tenues scolaires, dans la Likouala ils sont près de sept mille enfants », a-t-il promis.

Près de trente-cinq mille tables-bancs déjà livrés

Le ministre a également visité la société Likouala Timber avec qui le gouvernement a signé un accord de fabrication de cin-

quante mille tables-bancs. À en croire l'un des responsables de cette société, sur cinquante mille tables-bancs commandés, environ trente-cinq mille ont été livrés et au regard du stock actuel, les quelque quinze mille restants seront expédiés sous peu. « Ces tables-bancs sont d'une qualité optimale et supérieure parce qu'il s'agit des bois qui ont une résistance bien plus importante que quand ce sont des tranches de bois traitées dans la masse. Pour arriver à ce résultat, il a fallu faire des investissements, mettre en place des lignes de production, engager du personnel, je peux dire que c'est un pari réussi. Nous pouvons dire que nous sommes très satisfaits et très sereins pour poursuivre la production des tables-bancs, selon le programme qui nous sera confié par le gouvernement », a-t-il confié.

Parfait Wilfried Douniama

POLITIQUE FONCIÈRE

La BAD tiendra un sommet à Abidjan

La conférence biennale se tiendra, du 4 au 8 novembre prochain, dans la capitale ivoirienne, sur le thème « Gagner la lutte contre la corruption dans le secteur foncier: voie durable pour la transformation de l'Afrique ».

Les assises seront organisées sur initiative de la commission de l'Union africaine (UA), la Banque africaine de développement (BAD) et de la commission économique des Nations unies pour l'Afrique. Le thème de cette année est tiré de la Déclaration de 2018 de l'UA sur l'année de la lutte contre la corruption en Afrique. Quelque quatre cent cinquante participants, dont des représentants des gouvernements, des chefs traditionnels, des organisations de la société civile, des membres du parlement, des universitaires et des responsables d'institutions de développement y sont attendus.

Pour la BAD, la corruption est un obstacle majeur aux efforts visant à promouvoir la gouvernance, la transformation socio-économique, la paix, la sécurité et les droits de l'homme.

Elle appelle à la combattre, en améliorant la bonne gouvernance foncière, par le biais de politiques et d'institutions solides, essentielles à la réalisation de « L'Afrique que nous voulons, prévue dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine ».

Noël Ndong

AFRIQUE

Le Maroc abrite un forum sur l'emploi au Maghreb

Le Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission économique pour l'Afrique, en partenariat avec le Conseil économique, social et environnemental (CESE) du chérifien, a organisé, du 24 au 25 avril, un dialogue régional sur l'emploi en Afrique du nord.

La rencontre s'est tenue sur le thème « Stratégies et politiques de développement pour la création d'emploi en Afrique du nord: renouer les liens ». Elle avait notamment pour objectif d'explorer les pistes d'action susceptibles de donner une nouvelle impulsion à l'emploi dans la sous-région, en proposant des solutions innovantes et adaptées au contexte et priorités des Etats membres.

Pendant deux jours, les participants, dont les représentants des secteurs public et privé et du monde universitaire nord-africain, se sont penchés sur diverses thématiques, parmi lesquelles Les leçons apprises des diverses mesures et politiques de promotion de l'emploi appliquées en Afrique du nord ; Les réformes nécessaires en matière d'éducation et de formation pour mieux répondre aux besoins de l'économie ; Les réformes nécessaires sur le plan de la gouvernance pour renforcer l'efficacité ; Des politiques publiques et mieux influencer les dynamiques du marché du travail ; Les modalités d'accélération de la transformation structurelle en Afrique du nord, en vue de renforcer les structures économiques productives et réduire la dépendance vis-à-vis de l'économie de rente.

Yvette Reine Nzaba

CONCOURS «BELT AND ROAD: MY STORY»

CGTN donne la parole aux citoyens du monde

Au cours des six dernières années, de nombreuses voix, principalement politiques et économiques, se sont exprimées à propos de l'initiative « La ceinture et la route ». Pour sortir un peu du cadre formel, le réseau de télévision global de Chine (CGTN) a organisé un concours intitulé « Belt and road : my story », afin de faire entendre la voix des gens ordinaires qui ont expérimenté l'initiative chinoise.

un certain nombre de projets d'infrastructures réalisés dans le cadre de «La ceinture et la route» ont contribué à son développement, en créant des emplois locaux et facilitant les transports à l'intérieur et à l'extérieur du quartier central des



La présentatrice chinoise, Tian Wei, encadrée par les quatre lauréats et deux autres invités

«Belt and road : my story » a permis de recueillir des témoignages et avis personnels de diverses personnes concernant l'initiative chinoise «La ceinture et la route». Plus de cent personnes ont participé à ce concours d'essais sur la ceinture et la route de la CGTN et dix-huit meilleures histoires ont été sélectionnées. Parmi les quatre premiers lauréats, un Africain originaire de l'Ouganda, un Russe et deux Asiatiques.

Sur le plateau de CGTN, ces lauréats ont partagé leurs opinions et présenté de grands projets réalisés dans leurs pays respectifs, grâce à cette initiative. L'Ougandais Muba-

rak Mugabo soutient la thèse selon laquelle « combattre l'initiative la ceinture et la route, c'est combattre l'Afrique ». S'appuyant sur les projets réalisés dans son pays, le journaliste affirme que cette initiative n'est pas un piège pour endetter l'Afrique ou un stratagème de la Chine pour recoloniser ce continent comme certaines voix le proclament à travers le monde. «Les partisans de cette affirmation visent uniquement à discréditer la Chine aux yeux des Africains, sachant que cette initiative offre une coopération gagnant-gagnant et permet de lever les goulots d'étranglement stratégiques de l'Afrique », soutient-il.

Dans son pays, l'Ouganda, dit-il,

affaires. « Le train express relie la ville de Kampala à l'aéroport international d'Entebbe. Il me fallait auparavant deux heures de route pour aller de Kampala à l'aéroport, mais la voie rapide réduit le temps de trajet à vingt-cinq minutes », témoigne Mubarak Mugabo. Du pont d'espoir pour les Maldives au train à grande vitesse reliant Moscou et Kazan, les projets de l'initiative «La ceinture et la route» on également des éloges des trois autres lauréats, notamment Fathimath Saara, Lesli Fonua Talel et le Russe Oskar Galeev.

Durly Emilia Gankama



VOUS L'AVIEZ DEMANDÉ !
Désormais le méga hors forfait
est à 10F.

PUBLICIS ONE
4G LTE
Partners



LE RESEAU DES SMARTPHONES

FESTIVAL MALOBA

Brazzaville abrite la deuxième édition

L'événement sera organisé, du 29 avril au 4 mai, au Palais des congrès, par l'association du Festival international de théâtre, de danse et de cirque du Congo (Fithédac). Artistes nationaux et internationaux présenteront, à cette occasion, leurs spectacles au grand public.

Durant six jours, le festival Maloba (les paroles), réinventera un tout nouvel arbre à palabre, sorte de «mbongui» ou rassemblement moderne, où des conteurs venus de divers horizons, munis de leurs mots (le théâtre), de leurs corps (la danse) et de leurs fantaisies (le cirque) conteront le monde actuel.

S'agissant du théâtre, les pièces seront jouées par Jean-Pierre Makosso, la compagnie «Les pétroliers», la compagnie «Issi-ma», le théâtre des arts libres, le théâtre Nat Congo, le Centre de formation et de recherche en art dramatique (Cfrad) de la République du Congo et la compagnie «Ndossi» du Gabon.

Pour la danse, le festival connaîtra la participation de plusieurs groupes du Congo et d'ailleurs, parmi lesquels Musée création, Ballet Louzolo, Compagnie Kiwisana et biens d'autres.

La magie du cirque, quant à elle, se partagera par les Fire girls: Mayola Doless et Mélissa



Affiche publicitaire du festival

Pembellot, le flair bar tender et jongleur Savy Ombandza, le contorsionniste Arnold Baosso et la compagnie kino-française Accrobantou.

Le festival entrera également dans les écoles grâce à une programmation, jeune public, dédiée aux élèves du primaire, collège et lycée. Et à travers

une journée spéciale intitulée «L'art au féminin», cet événement mettra en lumière le travail des artistes femmes.

Festival itinérant, les activités se dérouleront de façon successive ou simultanée dans plusieurs sites retenus, à savoir le Palais des congrès, le cercle culturel Sony-Labou-Tansi, le

gymnase de Gampo-Olilou, le gymnase de Makélékélé, l'esplanade de la télévision, à Nkombo, et les salles de quartier à Talangaï et Poto-Poto.

Hormis les spectacles, cette année, ce festival organisera une formation d'ingénieur son et lumière en coopération avec le Cfrad, des rencontres profes-

sionnelles sur différentes thématiques, mettant en contact les artistes et producteurs d'événements culturels, les artistes entre eux, et un village-artistique animé tous les soirs par des groupes de musique congolais.

En ces lieux des retrouvailles pour les festivaliers, il sera possible de se restaurer de plats typiques congolais, tout en profitant de moments de distraction et de convivialité. Des produits locaux et artisanaux y seront exposés et mis en vente.

« Par cette rencontre, je nourris l'espérance de voir naître de nouveaux liens, de nouveaux métissages issus des traditions congolaises et d'autres pays dans des structures d'échanges dynamiques où chacun s'enrichira au contact de l'autre », espère Hugues Serge Limbvani, directeur du Fithédac et promoteur du festival Maloba.

Notons que la première édition, organisée en 2018, s'était tenue dans un climat convivial.

Merveille Atipo (stagiaire)

SPORT DE TRAVAIL

Brazzaville présente son calendrier aux équipes locales

Les dirigeants de la ligue départementale ont échangé, le 25 avril, avec les responsables des équipes sélectionnées pour participer aux activités qu'ils organiseront dans les tout prochains jours.



Les représentants des équipes lors de la rencontre avec les dirigeants du sport de travail/Adiac

La rencontre a été axée sur les questions liées à la marche sportive que la Fédération organise, le 1er mai. En effet, environ mille marcheurs vont parcourir douze kilomètres sur la corniche, afin de chuter à la mairie centrale où sera livré un spectacle de danse. Il a été, en outre, question du lancement, les 4 et 5 mai, du championnat de nzango et de football.

Vingt-huit équipes dont quatorze par discipline participeront à ces championnats qui se dérouleront durant deux mois et une semaine au centre sportif de Makélékélé, au stade Ugos, au terrain du lycée technique et au gymnase Henri-Elendé.

Les deux premiers de chaque discipline seront d'office qualifiés au championnat national

qui aura lieu à Ouessou, dans le département de la Sangha. Les trois premières équipes de ces championnats départementaux, selon la discipline, recevront des récompenses symboliques. Le premier bénéficiera d'une coupe et d'une somme de cent mille francs CFA, le deuxième gagnera une coupe et empochera soixante-quinze mille francs CFA tandis que le troisième aura une coupe puis cinquante mille francs CFA.

« Nous invitons les chefs d'entreprise à inscrire massivement leurs structures puisque le sport est un investissement pour un bon fonctionnement de la société. Le sport développe la cohésion, réduit les dépenses dues aux cas de maladies. Les agents qui pratiquent le

sport produisent beaucoup dans leur entreprises », a précisé Rodrigue Dinga Mbomi, président de la ligue.

Plusieurs équipes ont participé à cette rencontre parmi lesquelles Congo Télécom, Asecna, le ministère de Transports, Averda et l'Agence de régulation de transfert des fonds (Artf). Elles ont toutes validé le programme de la ligue départementale et invité les autres entreprises à faire autant.

C'est le cas de l'Artf qui a permis à la République du Congo d'occuper la troisième place lors des Jeux africains du sport de travail qui se sont déroulés en Algérie, en novembre dernier, grâce à sa brillante participation au football, au tennis de table et au cross.

« Je sors de cette rencontre très satisfait et convaincu du fait que les missions concernant la sportification des entreprises sont en marche. Nous sommes habitués à prendre part à ce genre d'activité car nous sommes les pionniers du sport du travail du fait que notre structure est la première au Congo à avoir participé aux Jeux africains du sport de travail », a déclaré Lardry Koutiki, chef de division coopération et investigation à l'Artf.

Rude Ngoma, stagiaire

VOLLEYBALL

Sara Ahoui motive les centres de formation

Après la partie sud de Brazzaville, la vétérane du volleyball congolais a visité, le 26 avril, les centres situés dans la partie nord.

En présence des membres de la Fédération congolaise de volleyball et d'anciennes collègues, la vétérane 2018 a surpris les enfants en plein entraînement, afin de s'imprégner de leur condition de travail.

Du lycée 5-février à Mpila où s'entraîne le centre Renaissance, jusqu'au stade d'Ornano, siège du centre de formation et de développement de l'Association sportive interclub, en passant par les centres de la DGSP (Direction générale de la sécurité présidentielle) et Guy Oyela, le constat reste le même : manque d'infrastructure et mauvaises conditions de travail. « Cette visite s'inscrit dans l'optique d'encourager et féliciter les entraîneurs et promoteurs de ces centres de formation. Les besoins sont énormes partout où nous sommes passés. Ces centres manquent de ballons, de filets, bref, ils n'ont pas les moyens adéquats. Tout le monde doit mettre sa main dans la pâte pour l'évolution de ce noble sport », a déclaré Sara Ahoui.

Dans sa gibecière, la vétérane a apporté des packs d'eau, des maillots et d'autres équipements sportifs, question de permettre aux centres de formation de volleyball de passer des bons moments d'entraînement.



Sara Ahoui remettant un échantillon d'équipements sportifs dans l'un des centres visités/Adiac

Les bénéficiaires n'ont pas manqué de mots pour remercier la donatrice. Ils souhaitent que ce genre d'acte se multiplie et se pérennise. « Nous sommes heureux de l'accueillir dans notre centre, parce qu'il y a eu bien des vétérans qui sont passés ici, mais Sara est la seule qui est toujours proche des athlètes, des clubs et des centres de formation. Sa présence va sans doute motiver les enfants à toujours venir aux entraînements et à faire plus d'efforts », a déclaré M'pary-Oumba-N'sayi, formateur à Interclub.

Cette tournée, qui vient après celle effectuée dans la partie sud de Brazzaville et la compétition de volleyball qui s'est déroulée récemment dans la Bouenza, se poursuivra dans la partie nord du pays.

R.N



Po na yo !

Nous favorisons l'intégration du numérique dans nos communautés

- ☑ Plus de **300.000.000 FCFA** investis dans la **construction d'infrastructures numériques**
- ☑ **18 bibliothèques et salles connectées** dans tout le Congo
everywhere you go

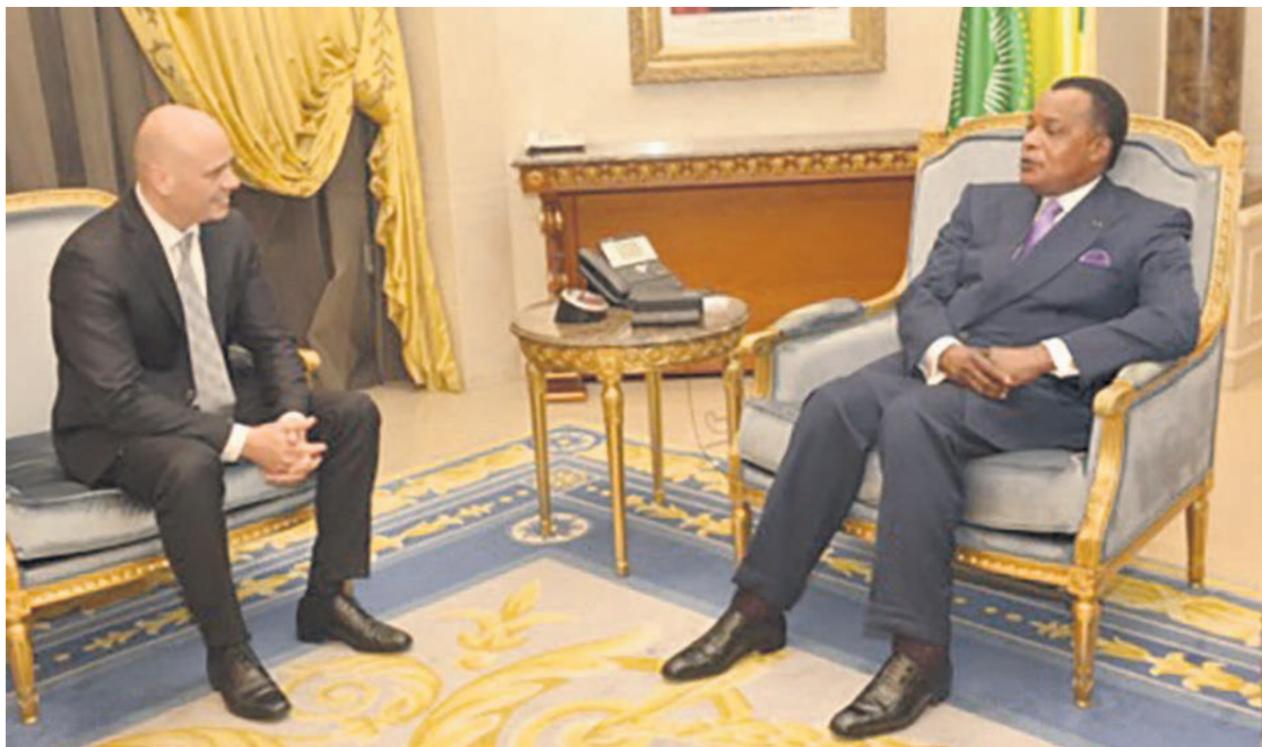
mtncongo.net



CONGO-TURQUIE

Le groupe Summa disposé à bâtir la cité gouvernementale

Le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, et le président du groupe Summa, Bora Celim, ont eu des entretiens, le 26 avril à Brazzaville, sur la modernisation des infrastructures au Congo.



« Nous sommes au Congo pour des projets à long terme. Une fois installée, notre société assistera le pays d'accueil au développement de son économie, en amenant des investissements et des partenaires pour la coopération, et en faisant également notre métier qui est celui de la construction », a déclaré le président de la compagnie turque Summa, au sortir de l'audience.

Bora Celim a, en outre, rappelé la réalisation du projet du centre international des conférences de Kintélé, dans la banlieue nord de Brazzaville, la première phase de leur engagement, et la cité gouvernementale, la seconde phase. « On est en train

de voir, avec le président Denis Sassou N'Guesso, comment relancer les travaux dans un proche délai », a-t-il précisé.

En ce qui concerne le financement et le délai du lancement des travaux, Bora Celim a expliqué qu'il a discuté avec le président de la République des différents aspects du projet, notamment « l'amélioration et l'optimisation dudit projet suivant les réalités du pays ».

Dans la même perspective, il a ajouté que des séances de travail techniques sont en train de se faire avec les acteurs des ministères concernés pour optimiser de façon plus logique le travail. Le projet de construction de cette cité gouvernemen-

tal résulte d'un contrat conclu entre l'Etat congolais et la société turque Summa, pour un coût global de plus de trois cent douze milliards francs CFA. L'idée consiste à faire sortir de terre, au centre-ville de Brazzaville, dix bâtiments gouvernementaux d'une capacité de sept mille personnes, sur une superficie de 111 000m².

Ce projet a pour but de moderniser les ministères pour une meilleure utilisation des ressources de l'Etat. L'objectif est aussi de réduire les distances et le coût des services, de créer un cadre de vie de haut standing et de changer l'image du centre-ville.

Yvette Reine Nzaba

COMMISSION NATIONALE ÉLECTORALE INDÉPENDANTE

Les partis du centre sommés de proposer leur représentant

L'injonction est du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, au cours d'une rencontre qu'il a eue, le 26 avril, à Brazzaville, avec la famille politique concernée.

Trois ans après la mise en place de la Commission nationale électorale indépendante (Cnei), les partis du centre, une dizaine au total, ne parviennent pas à s'accorder sur la proposition de leur représentant au bureau de la coordination nationale de cette institution publique. Le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation vient de leur accorder un délai d'une semaine, afin de proposer trois noms au gouvernement qui, à son tour, choisira l'un d'entre eux pour siéger au bureau de la coordination nationale de la Cnei. « Si vous me proposez un seul nom, le gouvernement va rejeter votre proposition pour nommer d'autorité un membre de l'administration publique à la place. Vous avez eu assez de temps pour vous réunir et vous accorder sur vos propositions », a averti Raymond Zéphirin Mboulou, lors des échanges avec les membres des partis du centre.

Le ministre a mis à profit cette occasion pour leur annoncer l'organisation, dans les tout prochains jours, des élections sénatoriales partielles dans les circonscriptions ayant connu des décès de leurs représentants à la chambre haute du parlement.

Rappelons que le bureau de la coordination nationale de la Cnei comprend un président ; quatre vice-présidents proposés respectivement par les partis politiques de la majorité, de l'opposition, du centre et de la société civile dont l'objet est en rapport avec les élections, à raison de trois propositions par poste à pourvoir. A ces membres s'ajoutent le président du comité technique ; le président du comité de suivi et de contrôle ; un rapporteur général et un trésorier.

Roger Ngombé

LE FAIT DU JOUR

La rue, c'est la rue !

Algérie, Soudan, on y perd son latin. A tout le moins presque. Alors, en effet, que pour l'essentiel, dans les deux pays, les manifestants ont obtenu ce qu'ils voulaient quand on considère le départ forcé des présidents Abdelaziz Bouteflika et Hassan Omar El Béchir, aucune accalmie ne semble de mise sur le front populaire. A Alger et Khartoum, épicentres des revendications de ceux qui ont pris la rue, les foules continuent de s'agglutiner et de raller. Elles en veulent encore et toujours plus.

Dans l'un comme dans l'autre pays, il est une similitude qui ajoute à la complexité d'aborder les questions de fond que porte la succession des événements. Au-delà des spécificités de chaque situation, résumons le tout par la demande pressante de la rue de voir partir des équipes un peu anciennes, confrontées à une litanie de problèmes qu'elles n'ont pu résoudre dans les délais plus ou moins impartis. Sachons néanmoins que chez les peuples de toutes les nations, les problèmes de ce type sont à la fois ceux

qui n'ont pas été résolus bien sûr, mais aussi ceux qui sont en voie de l'être ou qui l'ont mal été. Il n'est donc pas toujours facile de savoir à quel moment se produit le déclic de non-retour.

Mettons donc que les Algériens, dans cette foule agissante vue sur les places publiques de la capitale de leur pays, rêvent- ce qu'ils proclament avec force- d'une autre Algérie, d'une nouvelle Algérie, que les Soudanais eux aussi aspirent au même bonheur. Comment ne pas s'interroger cependant sur la nécessité d'un calendrier approprié pour y parvenir ? Comment ne pas prendre le temps qu'il faut pour avancer sur quelque chose de plus concret, qui associe le génie des « indignés » - le concept est à la mode-, celui de la majorité silencieuse non-manifestante et aussi, soyons conséquents, celui de la minorité acculée à la reculade qui, bien souvent, a son modique mot à dire ?

Il est tout à fait clair, au regard de la surchauffe ambiante, que les propos construits plus haut ne peuvent pas

faire l'unanimité. A quoi bon d'ailleurs s'y attendre dès lors, en effet, que les révolutions - ne doutons pas qu'il s'agit bien de ses déclinaisons dans ce qui se passe en Algérie et au Soudan- sont des moments où la raison pleine et entière reste d'un côté et la déraison quasi-totale de l'autre. Sauf qu'il nous faut scruter quelque chose de très particulier dans le déroulement des deux mouvements. Les manifestants ne veulent de personne d'autre que le peuple, tout bien considéré, détenteur légitime du pouvoir qu'il délègue par des mécanismes légaux à ses représentants.

Pour l'heure, ces mécanismes sont peut-être en cours d'installation. Mais les péripéties qui méritent d'être mieux observées dans ces mobilisations citoyennes à Alger et à Khartoum concernent les classes dirigeantes elles-mêmes. Quand l'homme qu'ils ont servi avec loyauté un certain nombre d'années durant est contraint d'abdiquer, des éminences sorties du même moule se donnent aussitôt le beau rôle d'assumer les pouvoirs tran-

sitoires. Il remonte ici et là des soupirs d'approbation de la part de ceux qui, parce qu'ils ont quitté la scène depuis un certain moment, plaident leur virginité.

Ce que Alger et Khartoum nous enseignent c'est qu'en tant que classe politique, le devoir d'assumer pour ce qu'on a fait ne se juge pas à ce qu'on était parti de là depuis longtemps. Il concerne le fait d'avoir été là quelle qu'en soit la période. Or de ce point de vue, la toile de renouvellement des dirigeants, dans beaucoup de pays du continent noir (ailleurs le problème se pose autrement) peut étendre ses mailles sur un périmètre chiffrable en termes de décennies. On remonterait sans doute des indépendances à nos jours. Donc ne moquons pas à gorge déployée le malheur des autres quand la rue devient hystérique. Réfléchissons plutôt à la meilleure façon d'anticiper la survenue de ces éprouvants retours d'opinions que forgent bien souvent nos comportements collectifs.

Gankama N'Siah

DOUANES

Deux agents suspendus pour fraude

Le chef de brigade de surveillance et de contrôle portuaire ainsi que le vérificateur des douanes ont été suspendus de leur fonction, après une descente surprise du directeur général des Douanes et des droits indirects, Guérolé Mbongo Koumou, le 18 avril, au bureau principal des douanes du beach, informé des trafics frauduleux qui s'y déroulent. Ils seraient actuellement en garde à vue à la direction générale de la surveillance du territoire.

Le directeur départemental des douanes de Brazzaville, Alain Sambila, a pris, le 19 avril dernier, des notes de service remettant les deux agents à la disposition de la direction générale des douanes.

« Le chef de brigade de surveillance et de contrôle portuaire du beach est suspendu de ses fonctions pour mauvaise manière de servir. Le vérificateur des douanes en service à la brigade de surveillance intérieure est par contre puni pour des raisons de manquement aux règles d'éthique et de déontologie professionnelle. Tous les deux sont remis à

la disposition de la direction générale », indiquent les notes prises par le directeur départemental des douanes.

Ces agents sont, en effet, accusés d'avoir fait entrer, de manière frauduleuse, des marchandises en provenance de la République démocratique du Congo. Il s'agit, au fait, de l'importation sans déclaration de 51kg de produits pharmaceutiques d'origine indienne, « Shalina », prohibés à titre absolu; de vingt-trois colis de sandales, deux de doublures ainsi qu'un colis de pagne, soit un total de soixante-dix-sept colis.

En attendant la décision du

directeur général, Guérolé Mbongo Koumou, le deuxième adjoint à la brigade de surveillance et de contrôle portuaire assure l'intérim, cumulativement avec ses fonctions.

Réagissant quant au sort final réservé à ces deux agents, le directeur général de cette administration a affirmé, lors d'un entretien exclusif avec Les Dépêches de Brazzaville, qu'ils seront radiés des effectifs puis remis à la disposition du ministère des Finances. « Le ministre convoquera un conseil de discipline pour les supprimer de la liste des fonctionnaires. Telle est la procédure prévue », a-t-il

souligné.

Ajoutant : « La douane est à la frontière pour assurer la surveillance du territoire et contrôler les marchandises. Si les agents commis à la tâche favorisent le trafic illicite, il va se poser un problème de sécurité. C'est pourquoi tous ceux qui seront attrapés vont être punis sévèrement. »

Outre les douaniers, les agents d'autres services publics seraient impliqués dans ce trafic frauduleux. Un comportement qui occasionne un important manque à gagner pour l'Etat en matière de recouvrement de taxes. Telle est l'origine des

concurrences déloyales que déplorent les importateurs en règle.

Pour stopper ce phénomène tant décrié, il est envisagé de mettre en place une unité de surveillance qui sera composée de tous les services publics évoluant au niveau des frontières, a confié le directeur général des douanes.

En vue de combattre le trafic illicite au niveau des frontières, il a effectué récemment une descente dans les départements de Pointe-Noire et du Kouilou, où il avait invité ses administrés à œuvrer à l'éradication de ce phénomène.

Lopelle Mboussa Gassia

COMMISSION NATIONALE DES INVESTISSEMENTS

Quatorze sociétés agréées à la première session 2019

La Commission nationale des investissements s'est réunie, le 26 avril à Brazzaville, pour examiner vingt-cinq dossiers soumis à son approbation. Au terme des travaux, elle a accordé l'agrément à quatorze sociétés soumissionnaires et renvoyé onze autres dossiers à la prochaine session.



Les membres de la commission des investissements, le 26 avril, pendant les travaux/Adiac session », a précisé Jean Raymond Dirat, le président de la commission. Les sociétés ayant reçu l'avis favorable entendent investir au Congo dans divers secteurs d'activités. Les domaines identifiés sont, entre autres, l'agro-industrie, l'industrie, les télécommunications, les bâtiments et travaux publics, les transports, la santé, l'exploitation forestière, l'agriculture, l'hôtellerie et l'industrie pharmaceutique.

Les investissements prévisionnels de ces vingt-cinq sociétés sont estimés à près de cent quatre-vingt-sept milliards francs CFA, et devraient générer environ trois mille deux cent quarante-cinq emplois directs.

« Pour cette session, il était prévu un investissement global de

près de cent quatre-vingt-sept milliards francs CFA, pour trois mille deux cent quarante-cinq emplois directs. Si cet objectif pourrait être atteint, ce serait une bonne chose au moment où le pays traverse une période de vache maigre due à la crise économique qui continue de sévir », a renchéri Jean Raymond Dirat.

La commission nationale des investissements est un organe d'exécution de la politique du gouvernement en matière de promotion des investissements. Elle a pour mission principale d'examiner les demandes d'agrément sollicité par les entreprises et d'accorder à celles agréées des avantages particuliers prévus dans la charte des investissements.

Firmin Oyé

RESTRUCTURATION DES QUARTIERS PRÉCAIRES

Début des travaux prévus en juin

Une délégation de la Banque mondiale (BM) séjourne à Brazzaville avant de se rendre à Pointe-Noire, pour évaluer l'état d'avancement du projet de développement urbain et de restructuration des quartiers précaires (Durquap).

L'équipe de coordination du projet a été reçue, le 26 avril, à Brazzaville, par le directeur de cabinet du ministre de la Construction, de l'urbanisme et de l'habitat, Louis Ombouankoui. La séance de travail avec les experts du ministère de tutelle a permis de se situer sur la phase technique avant le démarrage des travaux.

En effet, quatre localités pilotes ont été retenues, à savoir les quartiers Soukissa et Mokondzi-Ngouaka (respectivement le 1er et le 5e arrondissement de Brazzaville), Tchiniambi et Tié-Tié (dans le 3e et 4e arrondissement de Pointe-Noire). Ces localités seront dotées d'infrastructures de base, dont des centres de santé, des écoles, jardins publics, marchés.

Le succès de la première phase du projet est indispensable pour la suite de la politique d'aménagement des villes du pays. Le gouvernement congolais et son partenaire, la BM, n'ont pas écarté la possibilité d'étendre ce programme dans d'autres localités. Il s'agira aussi des questions de voiries, d'eau, d'électricité, le drainage, la protection de l'environnement et la construction des centres commerciaux. D'après le coordonnateur du Durquap, Batounguidio, l'étape actuelle consiste à impliquer les habitants bénéficiaires dans le choix des investissements qui devraient être faits. « Dans deux mois à peu près, vous verrez les engins sur le terrain. Nous avons affaire à des plans d'urbanisme de détail, avec des plans directeurs de Brazzaville et Pointe-Noire et des plans de restructuration des quartiers », a-t-il assuré.

Notons que le projet Durquap est une initiative du gouvernement congolais, financée et mise en œuvre par la BM, pour une durée de cinq ans. Son financement total est de soixante-dix-huit milliards francs CFA. Les premiers résultats des enquêtes révèlent les attentes des bénéficiaires : au moins 40,6 % des habitants des quartiers ciblés n'ont pas accès à une voie praticable dans un rayon de 500m ; 56 % des ménages disposent d'un branchement/abonnement de La Congolaise des eaux, cependant 30% de ceux-ci ne sont pas fonctionnels. Aussi, 79,4% de ménages sont abonnés au réseau d'électricité, les autres sources d'énergie étant les lampes rechargeables (11,5%), le pétrole (7,7%).

Selon les mêmes sources, plus d'un tiers de ménages (32,1%) dans les quartiers ciblés subit des actes criminels (viol, agression, vol, etc.) dans une fréquence moyenne de trois par mois. Et les quartiers de Brazzaville tiennent la vedette avec respectivement 39% et 25% pour Soukissa et Mokondzi-Ngouaka.

En matière de santé, enfin, le paludisme avec 78,4%, la diarrhée 3,5% et la typhoïde 3% représentent respectivement les maladies récurrentes des habitants des quartiers ciblés.

Fiacre Kombo

SANTÉ PUBLIQUE

Le Congo et la FAO lancent un programme de lutte contre les maladies d'origine animale

Le projet « Une seule santé » repose sur le fait que la santé humaine, la santé animale et la santé environnementale soient liées. D'après les partenaires onusiens, il est essentiel d'aborder les approches de ces questions sanitaires.

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a organisé, le 24 avril à Brazzaville, un atelier régional dans le but d'améliorer la collaboration entre les systèmes de santé animale et humaine, à l'échelle nationale et internationale.

En effet, le Congo, à l'instar des pays de la sous-région, n'est pas exempt des crises sanitaires liées à des maladies d'origine animale, à savoir la grippe aviaire hautement pathogène, la maladie à virus Ébola, la Corona virus du syndrome respiratoire, la rage, la variole du singe.

En raison de la faiblesse des systèmes de prévention, de détection et de réponse à ces menaces de la santé publique, l'approche « Une seule santé » trouve tout son intérêt dans la lutte contre la résistance aux antibiotiques.

La représentante résidente de la FAO au Congo, Suze Percy



Les participants

Filippini, tente de mobiliser tous les acteurs concernés. « L'institutionnalisation et l'opérationnalisation de l'ap-

proche «One health» est une occasion idéale pour les principaux partenaires au niveau national, régional et mondial,

d'examiner et d'analyser des menaces comme la résistance aux antimicrobiens, les zoonoses, les maladies d'origine

alimentaire », a-t-elle estimé. Elle plaide pour la mise en œuvre réussie de cette phase pilote dans l'espoir que plusieurs bénéficiaires participeront au prochain cycle. Ce projet ne se limitera pas qu'aux maladies transmissibles, a-t-elle dit, vu que les actions de protection de l'environnement ont des effets bénéfiques sur toutes les dimensions de la santé humaine et animale.

Notons que l'initiative « Une seule santé » est un programme multidimensionnel destiné aux pays africains (dont le Cameroun, le Congo, l'Éthiopie, le Kenya, le Liberia, le Sénégal et la Tanzanie), avec le soutien des partenaires onusiens, l'Union africaine, etc. Grâce aux progrès réalisés à travers plusieurs conférences en Afrique de l'est, du centre et en Afrique de l'ouest, beaucoup militent pour sa pérennisation.

Gloria Lossele (stagiaire)

REVENDEICATIONS SOCIALES

Les retraités réclament quinze mois d'impayés

Réunis en assemblée générale ordinaire, le 26 avril, à Brazzaville, les agents de la Fonction publique ayant fait valoir leur droit à la retraite ont demandé au gouvernement de prendre en compte le paiement de leurs arriérés de pension.

Les retraités reprochent aux décideurs le non-paiement de la pension des mois de novembre et décembre 2016, pour les uns, et de quinze mois, pour les autres, ainsi que la non prise en compte de ceux qui sont déjà en possession de leurs arrêts de concession de pension signés depuis 2014, par la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF).

Ils déplorent également le non versement par le ministère des Finances et du budget du montant total des cotisations des fonctionnaires et assimilés actifs, équivalent au montant total des pensions, dans un compte de dépôt ouvert au nom de la CRF au Trésor; la suppression verbale et brutale de la subvention d'équilibre d'un milliard cinq cent millions francs CFA; le détournement des cotisations sociales des mois de novembre et décembre et bien d'autres, à l'origine du non-paiement de leur pension. « Devant la gravité de la situation dans laquelle se trouvent plus de trente mille citoyens congolais qui ont pourtant rendu de bons et loyaux services à la nation et le silence des autorités qui ne semblent pas s'intéresser à ce problème, nous recommandons au bureau exécutif national de tout mettre en œuvre pour rencontrer les ministres en charge des Finances et budget, de la Fonction publique ainsi que le Premier ministre afin d'examiner les points inscrits dans le cahier des charges de la coordination », ont-ils dit. A cet effet, les pensionnés ont instruit le bureau exécutif de faire partie de l'organe de suivi chargé d'exécuter les recommandations du forum national sur la retraite, tenu à Brazzaville.

Notons que l'assemblée générale ordinaire de la coordination nationale des associations des fonctionnaires et assimilés retraités affiliés à la CRF, la troisième du genre, a été dirigée par son président, Alphonse Lebvoua, qui a invité les membres à l'unité et à l'engagement afin de trouver des solutions idoines à leur situation.

Séance tenante, la commission nationale de contrôle et d'évaluation a été réaménagée. Composée de six membres, elle est dirigée par Barthelemy Nguébili.

Lydie Gisèle Oko

SOLIDARITÉ

La Fondation Gouamba assiste des femmes du 3^e âge à Mikalou

Une trentaine de bénéficiaires, dûment sélectionnée dans le quartier 58 bis, secteur Mikalou pharmacie, a reçu l'aide de l'organisation philanthropique que dirige Ninon Pachel Gouamba, le 25 avril à Brazzaville.

La fondation a remis à chacune des femmes sélectionnées pour recevoir son aide un kit alimentaire complet composé, entre autres, de poulets congelés, du riz, de l'huile végétale, des boîtes de tomate et quelques autres produits de première nécessité, plus une enveloppe dont le montant n'a pas été communiqué.

Ce geste de générosité est une manière pour le président de la fondation, également député de cette circonscription électorale, de compatir avec elles.

« Ce geste de générosité s'inscrit dans le cadre de l'organisation philanthropique que nous animons depuis bientôt neuf ans. Etant aussi député,

il m'a plu de venir les rencontrer parce que ce sont elles qui m'ont porté à la tête de cette circonscription », a souligné Ninon Pachel Gouamba.

Bien que symbolique, le geste, déjà accompli en faveur des vieilles mamans démunies du quartier 58, zone Moukondo, a été salué par l'ensemble des bénéficiaires.

« Je n'avais rien à manger depuis ce matin, Dieu merci, mon fils Ninon Gouamba vient de m'offrir ce sachet complet. Celui-ci me permettra de bien passer ma journée d'aujourd'hui mais aussi celle de demain, je lui dis grand merci », s'est réjouie une bénéficiaire d'un kit.

Rappelons que cette fondation œuvre depuis plusieurs années dans les actions sociales où elle pose régulièrement des gestes humanitaires en faveur des personnes démunies, dans plusieurs quartiers de Brazzaville. Dans ce quartier de Mikalou, elle a annoncé, il y a quelques semaines, le lancement très bientôt d'une formation qualifiante dans les petits métiers, au profit de deux-cents jeunes filles-mères désœuvrées dont l'âge varie entre 17 et 26 ans.

Firmin Oyé



Ninon Gouamba remettant des vivres et une enveloppe à une maman démunie, le 25 avril/Adiac

POOL

Mille quatre cents nouveaux ménages bénéficient du matériel agricole

La ministre des Affaires sociales et de l'action humanitaire, Antoinette Dinga-Dzondo, a remis à un échantillon de récipiendaires, le 26 avril à Kinkala, un lot du matériel acquis grâce à la collaboration avec le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), sur financement du Fonds central pour les interventions d'urgence des Nations unies.

Composé, entre autres, de pelles, ficelles agricoles, pioches, crocs à fumier, bâches thermiques de serre, asperseurs à secteur, le matériel est destiné à mille quatre cents ménages les plus vulnérables, ciblés dans trente-cinq villages issus de huit districts du département du Pool. Il s'agit notamment de Kinkala, Mbandza-Ndounga, Goma Tsé-Tsé, Mindouli, Mayama, Kimba, Kindamba et Vinza.

Cette opération de distribution, qui s'inscrit dans le cadre du relèvement de la population doit se poursuivre dans les autres localités, a été lancée à Kinkala, en présence des autorités départementales et municipales.

« Nous remercions le président de la République, qu'il ne nous abandonne pas, nous sommes derrière lui. C'est pour la première fois que nous, habitants de Voula, recevons les dons du gouvernement depuis la fin des hostilités. D'habitude, nous venions traîner à Kinkala, donc merci également à la ministre des Affaires sociales et de l'action humanitaire ainsi qu'aux Nations unies. Ce que la ministre a dit, c'est vrai, souvent les dons sont détournés », a déclaré la cheffe du village Voula, Zoé Lounienzo.

Outre des kits individuels, les bénéficiaires recevront également du matériel collectif qu'ils vont utiliser dans chaque village ensemble. On peut citer des moto-

pompes, des moulins pour foufou et des serres pour les pépinières. « Des kits de matériels agricoles, bien que ne contenant pas tout ce que l'on aurait bien voulu apporter aux bénéficiaires, participent de la volonté du gouvernement d'aider la population vulnérable à amorcer le relèvement précoce dans le département du Pool, afin que les ménages qui vont les recevoir, puissent retrouver tant soit peu les capacités de production des vivres dont ils ont besoin pour se nourrir », a expliqué le conseiller au programme gouvernance du Pnud Congo, Joseph Ikoubou.

Le gouvernement et le Pnud insistent sur le contrôle

En dehors du relèvement de la population, cette opération vise à redonner, à la longue, au Pool sa vocation de grenier de Brazzaville. Ainsi, d'autres partenaires comme la FAO apporteront des semences et des formations pour les familles bénéficiaires. Selon Joseph Ikoubou qui a représenté le nouveau représentant résident du Pnud au Congo, Diop Maleye, il s'agit d'une intervention conjointe et multiforme.

Notons que le relèvement constitue une étape importante pour la population cherchant à se refaire après qu'elle a souvent tout perdu à cause d'un conflit. Conscient des cas de détour-



La photo de famille Adiac

nements souvent rapportés, le Pnud a souhaité que le ministère des Affaires sociales, la préfecture et le conseil départemental du Pool, les sous-préfets ainsi que les comités de dialogue et de réconciliation des huit districts concernés puissent faire preuve d'engagement dans le suivi des ménages bénéficiaires. Le but étant de s'assurer que le matériel livré est bien utilisé à la production des vivres.

S'adressant aux autorités locales, la ministre des Affaires sociales et de l'action humanitaire a fustigé ce comportement qui déshonore le pays.

« La distribution doit se passer normalement sans que cela n'aïlle chez les personnes non concernées. Le chef de l'Etat condamne les antivaleurs qui sont ancrées en nous, même les partenaires n'ont plus confiance en nous, c'est honteux. Les partenaires ont utilisé les ONGs par manque de confiance, parce qu'à plusieurs reprises, les dons sont soit détournés, soit remis mais moyennant contrepartie », a rappelé Antoinette Dinga-Dzondo, avertissant qu'elle tenait à vérifier les noms des bénéficiaires et les cahiers.

En effet, pour contourner cette mauvaise façon de faire des Congolais, le Pnud a fait recours à l'ONG Acted pour la phase d'identification des villages et des familles. Pour la distribution, c'est Action de secours d'urgence et de développement humain qui va en assurer.

« J'espère que vous n'allez pas faire ce que vous nous reprochez ; donnez aux bénéficiaires. Après la distribution, le ministère, les Nations unies et la Commission ad hoc mixte paritaire vont passer pour vérifier », a conclu la ministre.

Parfait Wilfried Douniama

EDUCATION

Évaluation de l'enseignement de base

L'atelier de formation des superviseurs et des administrateurs de tests, jumelé au lancement de la collecte finale des données de la deuxième édition de l'évaluation internationale du Parsec 2019, s'est ouvert le 26 avril à Brazzaville, sous le patronage du ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, qui a réaffirmé l'intérêt particulier que son département accorde à cette rencontre.

Anatole Collinet Makosso a invité les participants à faire preuve d'efficacité et de pragmatisme pour aider à évaluer, en toute objectivité, le niveau et la qualité des apprentissages. « À cette deuxième édition, quinze pays de la Conférence des ministres de l'éducation des Etats et de gouvernement de la Francophonie (Confemen) sont concernés : le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée, Madagascar, le Mali, le Niger, la RDC, le Sénégal, le Tchad, le Togo et le Congo notre pays. Nous entrons donc mesdames et messieurs, dans la phase de mise en œuvre du Parsec 2019 », a-t-il souligné.

Après la première édition Parsec 2014 qui a connu la participation de dix pays, à l'occasion de cette

deuxième, les analyses porteront sur les résultats du CP2 et CM2, mais également sur les directeurs et enseignants de deux cent cinquante écoles sélectionnées dans tous les départements du Congo. Le contenu de ces thèmes soumis à l'administration est le même dans les quinze pays de l'Afrique sud saharienne concernés ; d'où l'appellation de l'évaluation standardisée ou groupée.

Le ministre a indiqué que lors de la première édition, le Congo ainsi que neuf autres pays étaient sélectionnés. Les disciplines évaluées étaient le français en lecture et les mathématiques. Dans les deux disciplines, le Congo avait occupé le deuxième rang avec le Sénégal, le Cameroun et le Burkina Faso en lecture et en mathématiques, avec le Sénégal toujours, deuxième rang au

début du cycle primaire et plus précisément au CP2. Par contre, 70 à 80% des élèves congolais avaient de bonnes bases de lecture et en mathématiques au CP2, mais 40% à peine présentaient de bonnes performances en fin de cycle. 30% étaient capables de comprendre un texte, d'écrire une phrase sans faute et de faire une opération à trois chiffres avec retenues. Les résultats à la fin du cycle primaire présentaient le Congo comme huitième en lecture et en mathématiques, soit derrière tous les autres, à peine au-dessus du Tchad et du Niger.

Baisse du niveau en fin du cycle primaire

Anatole Collinet Makosso a fait savoir, dans son mot d'ouverture, que les élèves congolais sont as-

sez bons à leur entrée à l'école, puisqu'au CP2, ils sont 70 à 80% à présenter de bonnes performances, mais à la fin du cycle primaire, ils sont moins bons, sinon très faibles. Cela veut tout simplement dire, a-t-il insisté, que l'enseignement qu'ils perçoivent à l'école primaire n'est pas performant, ne leur permettant pas de maintenir le niveau d'intelligence avec lequel ils entrent dans le cycle primaire.

« Nous espérons que pour le Parsec 2019, les résultats seront plus honorables en sixième année du primaire qu'ils ne l'ont été en 2014. Faut-il le dire sans gêne, on a constaté que 30% à peine finissent le cycle primaire en ayant une relative maîtrise du socle commun de connaissances en lecture et en mathématiques. A vous les bénéficiaires, la formation que vous recevez aujourd'hui fera de vous des administrateurs de tests nantis des compétences adéquates pour l'accomplissement de la mission qui vous

attend », a souhaité le ministre. Le responsable national de l'équipe Parsec-Congo, Balou Massembo, en a précisé les attentes : « L'éducation est un droit pour tous ; un facteur de réduction de la pauvreté ; un élément majeur du développement durable. C'est à cet effet que la Conférence des ministres de l'éducation des Etats et de gouvernement de la francophonie a mis en place, parmi ses quatre axes stratégiques, le développement du pilotage des systèmes éducatifs en développant les outils de l'évaluation, en favorisant les échanges de bonnes pratiques et en renforçant l'expertise dans les pays francophones ». Dans cette perspective, a-t-il indiqué, le Programme d'analyse des systèmes éducatifs (Parsec) de la Confemen, outil d'appui au pilotage de ses systèmes, vise l'amélioration de la qualité de l'éducation. Signalons que cette session prendra fin le 4 mai.

Guillaume Ondzé

CHRONIQUE

Le Jour de la Terre

Le 22 avril est une fête célébrée aux Etats-Unis depuis 1970, commémorant la création du mouvement environnementaliste du sénateur Gaylord Nelson du Wisconsin, qui s'est battu, il y a 47 ans, pour que l'environnement soit pris en compte dans les politiques fédérales américaines. A son actif, l'on peut citer des lois telles que la protection de l'air, de l'eau et des espèces menacées, ainsi que la création de l'Agence de protection de l'environnement.

Par la suite, les Nations unies l'on adoptée comme une date forte dans leur calendrier, devenant un événement à l'échelle mondiale à partir de 1990.

Au fil de ses éditions, l'on relèvera quelques années marquantes comme 2000 ou 2006, pour ce jour, désormais prénommé « Journée internationale de la Terre nourricière », devenu le principal événement écologiste de la planète.

Le Jour de la Terre a été célébré, 22 avril dernier, lundi de Pâques. De nombreuses initiatives ont naturellement été menées afin de sensibiliser à la protection de l'environnement sous le mot d'ordre « Protégeons nos espèces ».

Depuis l'année 1990, plus de cent trente pays participent à cette journée et cela représente plus d'un milliard de personnes à travers le monde qui multiplient les actions locales, éduquent et informent sur la protection de l'environnement.

Parmi les actions menées, l'on peut citer l'exemple de la ville française d'Aix-en-Provence qui a mis l'accent sur le compostage, favorisant ainsi une initiation à cette pratique écologique et partant, contribue à l'atteinte de l'objectif moins de 40 kg de déchets organiques produits par ménage par an. Cette journée mondiale de mobilisation permet aussi de rappeler l'urgence d'agir pour la planète Terre. Ainsi, sur les réseaux sociaux, l'on a pu revenir sur certains faits tels la durée de vie d'un sac plastique qui est de 450 ans et du filet de pêche de 600 ans.

Coordonné par le «Earth Day Network», le Jour de la Terre consiste à rappeler surtout le caractère unique de notre planète avec son incroyable biodiversité qui nous nourrit et soutient nos pas tout au long de la vie. C'est pourquoi, nous devons mieux la comprendre. Il nous incombe, en outre, de savoir comment protéger notre nature, les plantes, les animaux et l'environnement dans son ensemble.

Elle est une invite à l'achat de produits plus écologiques, à la réduction des déchets, au recyclage et à la réutilisation ou encore à la promotion de la lutte contre le changement climatique.

Avec un objectif global de favoriser le développement d'une masse de citoyens consciente des enjeux climatiques, possédant en somme une connaissance partagée qui donne lieu à l'action collective pour la protection de l'environnement et inciter aux gestes archi-simples de tous les jours pour la préserver.

Manger, par exemple, des produits locaux, mais aussi de saison pour limiter les émissions de polluants et le gaspillage ; faire le tri de ses déchets ou même avoir le réflexe de rapporter ses médicaments périmés ou non-utilisés à son pharmacien qui, une fois collectés, sont désormais transformés en énergie ; éteindre la lumière quand on quitte une pièce ; utiliser les transports en communs, le vélo, le covoiturage ou ses jambes ; couper l'eau pendant son brossage de dents ou son rasage... Autant de gestes bien appropriés qui devraient contribuer à préserver notre planète.

Ferréol P. Gassackys

VISA-DUBAI 50 000

Pour tous vos renseignements nécessaires, veuillez-vous rapprocher de nos agences
BRAZZAVILLE

Tél.: 05 0566473 / 068360188 / 050202255 / 050090090

Email: directafricabzv35@gmail.com

POINTE NOIRE

Tél.: 05 5531787 / 06 06286167

Email: directafricapnr@gmail.com

DUBAI

Tél.: 00971 50 9916263 / 00971 58 2718358

00971 56 5946227 / 00971 55 5539340

EMAIL: directafricadxb@gmail.com

Direct Africa reste à votre disposition pour vous accompagner tout au long de votre séjour à Dubaï.

VISA
Dubai

JAZZ

Un concert improvisé à l'Institut français du Congo

Alex Saada, pianiste français, s'est produit, le 23 avril à Brazzaville, avec une quinzaine d'artistes locaux, dans le cadre du programme « We free », un projet de rencontres internationales autour des concerts de musiques improvisées.



Alex Saada

La scène a duré environ deux heures. Un temps vite écoulé, d'après le public qui a salué l'esprit créatif et libre des artistes. La plupart du temps, un concert musical est préalablement préparé et l'improvisation ne représente qu'un très petit pourcentage. Ce qui n'a pas été le cas pour le concert de jazz orchestré par Alex Saada où l'improvisation a été le maître-mot de toute la partie. Durant tout le spectacle, les artistes n'ont joué

aucun morceau connu, le but étant de laisser la musique se construire d'elle-même et sans frontières entre les genres.

Le public a été agréablement surpris par la création mixée, rare et hors-norme. « Je félicite l'ensemble des artistes pour cette rencontre autour des pratiques musicales brutes et surtout très décalées. Ce concert a été un magnifique moment de rêverie et de partage », nous a confié

Harris, un jeune brazzavillois. Dévoiler la richesse et la diversité culturelle du jazz, un pari réussi pour ce spectacle qui n'était pas gagné d'avance. Notons que « We free » a été initié, il y a deux ans par Alex Saada. A travers ce projet, il a rassemblé trente musiciens pour une séance au studio Ferber, à Paris. Ils ont improvisé cinq heures et ont sorti un album. Depuis, ils réalisent plusieurs scènes, particulièrement en France.

Merveille Atipo (stagiaire)

THÉ À LA CITRONNELLE «DOM»

Pour vos moments de bien-être
Vos instant de détente

découvrez le thé à la citronnelle DOM
-un goût authentique
-parfumé et intense

Dégustez la citronnelle comme vous l'aimez et quand vous voulez.
Thé à la citronnelle DOM, en vente chez Casino, Park-N-Shop, Dounia, Mini-prix et Zando-Market.

Distribué par Nisjad distribution Sarl

Contact : 06 663 65 55 / 06 600 63 93



BOUENZA

Le couvercle du téléphone portable utilisé comme cuillère

Le phénomène s'observe de plus en plus dans le département en général et dans le district de Madingou en particulier, où la partie qui recouvre la surface arrière du téléphone, sert à manger. Une pratique qui peut s'avérer dangereuse pour la santé, d'après certaines personnes.

Selon des témoignages recueillis dans la commune urbaine de Bouansa, c'est depuis l'année dernière que le phénomène est constaté surtout dans les veillées mortuaires. « Quand il y a des veillées, les familles reçoivent beaucoup de gens. Devant l'insuffisance des couverts, ceux-ci ont souvent recours à d'autres moyens pour manger. Avant, on utilisait les feuilles de manioc ou de manioc, une pratique qu'on appelle ici le kisundi », a expliqué un jeune de la localité.

Mais à la place du kisundi, une pratique qu'on qualifierait de « bio », les gens ont trouvé, depuis un certain temps, un autre palliatif : le couvercle du téléphone portable comme cuillère, une pratique qui tend à se répandre dans le département de la Bouenza, particulièrement dans le district de Madingou. Un habitant de Bouansa a émis ses inquiétudes : « Cette pratique tend à devenir courante. Les gens préfèrent maintenant utiliser le couvercle de leur téléphone comme cuillère, je crains que cela leur cause de graves problèmes de santé à la longue ». Il a aussi relevé l'entêtement de la population à recourir à cette pratique qu'il a qualifiée de dangereuse. « Je trouve cette méthode déplaisante. Quand on



Le couvercle du téléphone portable en guise de cuillère parle de ce que cela peut représenter comme danger à ceux qui l'utilisent, ils le prennent mal. Il faut les conscientiser par les médias. Peut-être qu'à partir de là, ils comprendront que cette pratique n'est pas bonne », a-t-il ajouté.

Interrogé sur la question, un médecin ayant requis l'anonymat a estimé qu'il y a lieu de s'inquiéter. « Le téléphone portable émet des ondes électromagnétiques. Les études ont démontré que le téléphone portable peut avoir des effets négatifs sur la santé de l'homme et causer des cancers, des tumeurs, des lésions et autres », a-t-il dit. Par ailleurs, le couvercle du téléphone, souvent fait en matière plastique, est directement en contact avec la batterie qui contient des éléments toxiques, donc il est dangereux pour la santé.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

La journée citoyenne «Les amis de la canne» prévue en mai

L'événement, a indiqué le président du comité d'organisation, Bienvenu Hondolo, sera célébré, le 11 mai à N'Kayi, sur le thème «Préservez notre patrimoine commun, la Saris-Congo».

La journée «Les amis de la canne», a expliqué Bienvenu Hondolo, est organisée par l'association Cercle de réflexion jeunesse N'Kayi développement, en partenariat avec la société Saris Congo. Le but est de lutter contre les incendies intentionnels des champs de canne à sucre et d'actes de sabotage subis ces dernières années par la société Saris Congo. Sa célébration, a ajouté le président du comité d'organisation qui s'est entretenu, le 27 avril à Pointe-Noire avec les ressortissants de la Bouenza, sera placée sous le haut patronage du Premier ministre, Clément Mouamba. Des responsables de quelques ministères, notamment de l'Industrie, de l'Intérieur, de la Jeunesse y sont attendus. Bienvenu Hondolo a annoncé que près de cinquante participants prendront part à ces retrouvailles, entre autres, des opérateurs économiques locaux partenaires de la société Saris Congo, des cadres du département de la Bouenza, des hommes politiques, des élus locaux, des leaders d'opinion, des chefs traditionnels. La rencontre a pour objectifs d'ouvrir

un cadre de concertation en vue de promouvoir les valeurs civiques, les droits et devoirs de la population pour avoir des citoyens modèles et exemplaires ;



Bienvenu Hondolo, s'adressant aux filles et fils de la Bouenza

d'échanger des réflexions et analyses entre acteurs impliqués en vue de forger une opinion favorable au développement ; de conscientiser et responsabiliser la population afin de renforcer sa participation aux exigences de la citoyenneté active; de susciter un changement de mentalité auprès d'elle pour un développement harmonieux de la contrée.

Séverin Ibara

ADIAAC

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou
Brazzaville - République du Congo

www.adiac.tv



THÉÂTRE

Les retrouvailles entre élèves et étudiants ont commencé

La neuvième édition du Festival de théâtre scolaire, universitaire et de mode africaine (FTSPN) a été lancée, le 24 avril, à Sueco, en présence de Fabien Obongo, directeur départemental des Arts et lettres de Pointe-Noire.

Pendant trois jours, les élèves et étudiants de Pointe-Noire vont prêter à Sueco, à l'Institut français du Congo et à la cité des arts, à travers des représentations théâtrales. Organisée par le Club des jeunes artistes créateurs (Cjac) avec l'appui du CPGOS et Délices Maé, la neuvième édition a été lancée au cours d'une matinée voulue festive, populaire et fraternelle. Des retrouvailles entre élèves et étudiants venus partager dans la joie et la bonne humeur les émotions que procure le théâtre.

« L'école est un lieu privilégié



de formation du citoyen, de l'émancipation de l'individu par l'apprentissage de la liberté et de la responsabilité. Le projet illustre parfaitement ce rôle fondamental de l'éducation en se concentrant sur

la citoyenneté exemplaire, le respect des droits de l'homme », a dit Cardy Cardelin Babakila, président du Cjac et initiateur du projet.

Pour le représentant du CPGOS, c'est une initiative à en-

La photo de famille des festivaliers à Sueco/Adiac

courager puisque la jeunesse constitue l'avenir de demain. Depuis cinq ans, Fabien Obongo, directeur départemental des Arts et lettres de Pointe-Noire, soutient cette action faite à l'endroit des jeunes

à qui il a demandé de tirer profit du théâtre.

Plusieurs animations ont agrémenté la cérémonie d'ouverture: le chant par l'artiste musicienne La Duchesse, la danse avec l'Université de Loango, le slam, sans oublier les animations libres faites en rapp ou en chant par la Haute école Léonard-de-Vinci et les autres établissements. De nombreux établissements vont concourir en catégorie théâtre collège et théâtre universitaire. Les meilleurs seront primés au terme du festival. Notons que la journée d'ouverture a été marquée par deux représentations théâtrales ainsi que par deux sorties des sept Miss scolaires en tenue mixte et pagne, exécutant des pas de rumba.

Hervé Brice Mampouya

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

Journaux

Magazines

Cartes de visite

Livres

Calendriers

Flyers, Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

CINÉMA

La sortie officielle du film «Diboulou» prévue pour le 22 juin

L'annonce a été faite à l'occasion d'une conférence de presse co animée, le 26 avril à Pointe-Noire, par Albe Diaho, réalisateur du film, et autres acteurs.



L'affiche du film «Diboulou»/Adiac

Le film «Diboulou», ont indiqué les conférenciers, est du genre dramatique et représente une autre configuration pour réveiller la conscience de l'homme afin de responsabiliser ce dernier sur des actes qu'il sème. L'être humain, ont-ils dit, n'est pas maître de tout ce qu'il pense posséder; les lois de Dieu rétribuant à chacun ce qu'il mérite. « L'œil regarde parfois ce qui n'existe pas, ce qui existe c'est ce que l'œil refuse de regarder. L'homme n'est pas destiné pour faire le mal mais plutôt le bien. Le message que je veux faire passer, à travers ce film, est que pendant sa vie l'homme puisse faire plus de bien que de mal. Les humains devraient, au cours de leur existence, se poser les vraies questions relatives au sens de leur vie, sur la mort, la souffrance, la richesse de soi, la culture et autres », a signifié Albe Diaho.

Séverin Ibara

INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO

Un hommage rendu à Eugène Thierry Tsiba Koutouma

L'infographiste et formateur à l'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville, décédé le 14 avril, a été inhumé le 25 avril, au cimetière Samba-Alphonse, dans la périphérie sud de la ville. Peu avant, un recueillement officiel a eu lieu à l'IFC, au cours duquel l'ambassadeur de France, Bertrand Cochery, a décidé de consacrer un espace de ce lieu culturel en sa mémoire.

Dans son oraison funèbre, l'ambassadeur de France au Congo a salué l'œuvre d'Eugène Thierry Tsiba Koutouma au sein de l'IFC, une maison qu'il a intégrée en 2000, à l'époque Centre culturel français (CCF). Il a indiqué à l'auditoire que si cet espace est habitué à recevoir du monde dans des circonstances qui témoignent de la vitalité de l'essor et de la fraternité, parce que la fraternité a un sens, elle signifie aussi se retrouver ensemble autour de l'illustre disparu après toutes les années qu'il a consacrées à l'IFC. « Je remercie très profondément les artistes qui, en ce jour, ont apporté la couronne de leur chant pour accompagner Thierry. Il n'était pas, je pense, de plus bel hommage que l'on puisse rendre à ce compagnon de tous les jours de l'institut, que de rassembler les artistes, qui se sont exprimés par leurs chants, qui par leurs paroles », a estimé Bertrand Cochery.

Présentant les condoléances à l'épouse et aux enfants de l'illustre disparu, en son nom; aux noms de Michel Pré, conseiller de coopération et d'action culturelle également directeur de l'institut français du Congo; Marie Audigier, directrice dé-



L'ambassadeur de France, le directeur de l'Institut français au Congo, et la directrice déléguée de l'IFC s'inclinant devant la dépouille de Thierry Tsiba/Lebon

léguée de l'IFC de Brazzaville; ainsi que l'ensemble du personnel de l'ambassade de France, le diplomate a ajouté: « Il part aujourd'hui, mais la vie ne s'arrête pas pour nous. On va continuer à penser à lui. Ya Thierry merci, merci encore pour tout ce que tu as pu faire dans cette maison. Pour nous les artistes, tu restes gravé dans nos cœurs. Quand nous voyons encore nos affiches, ton style, tu étais un vrai monsieur. Pars en paix et tu resteras gravé dans nos cœurs ».

Les artistes qui ont bénéficié

des services de « ya Thierry », depuis 2000, ont témoigné par la voix de Ghislain Pambou. « M. Thierry, pour nous les artistes ya Thierry, était un vrai père, un vrai ami. Il avait un vrai cœur d'un prêtre, d'un pasteur, parce qu'il prenait son temps à nous écouter; à écouter chaque artiste, chaque jour. Chacun venait pour ses réclamations de couleur; des écrits. Toujours souriant, depuis que je suis dans cette maison, je n'ai jamais vu Thierry crier sur un artiste. C'est un modèle que nous perdons aujourd'hui.

Il nous laisse un vrai témoignage, l'esprit d'écoute », a-t-il laissé entendre.

Qui était Eugène Thierry Tsiba Koutouma ?

Né le 13 juillet 1961 à Brazzaville, il a passé son enfance dans la ville côtière de Pointe-Noire. Fervent chrétien, il est moniteur à l'école du dimanche dès son adolescence, avant même d'être baptisé. C'est en 1977 qu'il regagne sa ville natale, Brazzaville, où il obtient un baccalauréat scientifique C. Il poursuit ses études en aérodynamique et mécanique gé-

nérale d'aviation. Mais, ce n'est que quelques années plus tard qu'il découvrira son vrai métier, lors d'un atelier de formation en informatique au CCF. Passionné et brillant, il devient formateur en informatique un mois après sa propre formation. Depuis, il en a fait sa profession, devenant infographe pour diverses sociétés de la place, notamment l'imprimerie Presse Auguste. Il finit par rejoindre l'équipe du CCF, actuel IFC, en juin 2000, où il a exercé son talent d'infographiste ces dix-neuf dernières années.

Outre sa vie professionnelle, Eugène Thierry Tsiba Koutouma était père de famille de trois enfants. Toujours d'humeur joyeuse, il arborait une philosophie cartésienne dans sa façon de vivre. Amateur de musique, il jouait à la guitare et au tam-tam, appréciant énormément, en dehors de la musique chrétienne, le reggae et le jazz. Cbéiste, il a longtemps été directeur technique de la T.E vocale de Bacongo, et de par son amour pour la poésie, car il aimait bien écrire, il a ainsi légué de nombreux cantiques du recueil « Tu es ma joie ». Dans la même perspective, il est le concepteur de la charte graphique du logo officiel du CBE.

Bruno Okokana

RÉFLEXION

Mise au point

En réponse à la Réflexion que nous avons publiée, il y a tout juste une semaine sous le titre « Où va le couple France-Allemagne ? », l'ambassadeur de l'Union européenne (UE) au Congo nous a fait parvenir la mise au point suivante que nous relayons dans son intégralité.

« C'est en lecteur fidèle et avec le plus grand intérêt que j'ai pris connaissance, à l'instar de mes collègues de l'UE, de votre article sur le couple franco-allemand publié en dernière page des Dépêches ce 23 avril.

Tout d'abord, il y a lieu de saluer ces réflexions bienvenues à la veille d'élections extrêmement importantes pour renouveler le Parlement européen dans un contexte de montée des populismes et de polarisation des opinions publiques. Indéniablement, à l'issue de ces élections, l'UE devra conduire des réformes importantes afin de continuer à assurer ses responsabilités en tant qu'acteur global majeur dans un monde de plus en plus complexe où le multilatéralisme est mis à mal alors même que les défis

internes et mondiaux sont plus nombreux que jamais.

Au-delà de ce débat d'idées il nous paraît opportun d'attirer votre attention sur quelques éléments factuels à prendre en compte dans le cadre du sujet abordé :

° L'UE ou ses ancêtres n'a jamais compté sept pays membres. C'est en 1951 que six pays, l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas ont fondé la CECA (Traité de Paris). C'est en 1973 que le Royaume-Uni a rejoint la Communauté économique européenne créée en 1957 par le Traité de Rome et ne peut remplacer l'Italie parmi les membres fondateurs.

° L'Allemagne en tant qu'Etat nation n'existe que depuis 1871 et n'a donc pas pu « se disputer avec la France pendant des siècles ». De même ni le territoire, les institutions, la Constitution, la politique nationale ou internationale de l'ancien Reich ne correspondent à l'Allemagne réunifiée que nous connaissons aujourd'hui.

° Si les deux guerres mondiales, nées sur le sol européen, et leur expansion géographique sont liées aux disputes

et déchirements entre la France et l'Allemagne, la création de l'Union européenne a été marquée par la réconciliation entre ces deux peuples (sovenons-nous du Traité de l'Elysée de 1963). L'axe franco-allemand a été et demeure l'un des moteurs essentiels de l'intégration européenne. A cet égard, le récent traité d'Aix-la Chapelle signé ce 22 janvier entre ces deux pays témoigne de la vitalité de ce couple. Il est fondamental d'en tenir compte.

° L'édifice européen est certes mis à mal par le Brexit, notamment sur la question de l'Irlande du Nord où l'UE continue de jouer un rôle majeur dans le processus de paix. Il est essentiel de préserver à l'avenir ces acquis, dont les enjeux viennent d'être tragiquement rappelés par l'assassinat d'une journaliste à Derry.

° L'élargissement de 2004 de l'UE incluait en effet principalement d'anciennes « démocraties populaires » mais aussi Chypre et Malte.

° Les élections pour le Parlement européen se dérouleront bien du 23 au 26 mai sur l'ensemble du territoire de l'Union.

En conclusion, cher Monsieur, nous

(c'est-à-dire l'ensemble des chefs de mission de l'UE présents à Brazzaville) sommes d'avis que votre tribune suscite un débat d'idées intéressant mais mérite certains éclaircissements. Nous serions ravis d'approfondir nos échanges à ce sujet. Avec nos meilleures salutations : Raul Mateus Paula Ambassadeur de l'Union Européenne, Bertrand Cochery Ambassadeur de France, Klaus Peter Schick, Ambassadeur d'Allemagne, Stefano De Leo Ambassadeur d'Italie, Frédéric Meurice Chef de mission du Royaume de Belgique.»

Les sujets évoqués dans notre Réflexion et dans la mise au point des ambassadeurs qu'elle a suscitée étant importants à tous égards, le débat sur l'avenir de l'UE en général et du couple Allemagne-France en particulier nous paraît, en effet, essentiel. Il n'intéresse pas seulement les pays européens mais concerne toutes les nations qui entretiennent des relations étroites avec l'UE, les nations africaines tout particulièrement. Nous sommes donc prêts, quant à nous, à y participer.

Jean-Paul Pigasse